



CHARTRES
MÉTROPOLE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

CHARTRES METROPOLE

Conseil Communautaire

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

*Le Président soussigné certifie que le
compte-rendu de la présente délibération
a été affiché dans les délais légaux*

Direction déchets

Séance du 27 septembre 2018

DELIBERATION N°CC2018/142

Avis sur le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et le rapport environnemental

**Nombre de
Conseillers en
exercice : 114**

L'an DEUX MILLE DIX HUIT, le 27 septembre à 20h30, le Conseil Communautaire légalement convoqué, s'est réuni dans l'Hémicycle du Conseil Départemental, sous la présidence de M. Jean-Pierre GORGES, Président.

Date de convocation :

Présents : 90

Votants : 106

Etaient présents : M. Nicolas ANDRE, Mme Aline ANDRIEU, M. Antoine ANNIBAL, M. Philippe BARAZZUTTI, Mme Elisabeth BARRAULT, M. Alain BELLAMY, M. Michel BELLANGER, Mme Josette BERENFELD, M. Gérard BESNARD, M. Paul BINEY, M. Alain BOIRET, M. Guillaume BONNET, M. Alain BOUTIN, Mme Corinne BRILLOT, M. Jean-Marc CAVET, M. Michel CHARPENTIER, Mme Francette CHENARD, M. Bertrand CHIFFLET, M. Maurice CINTRAT, Mme Estelle COCHARD, Mme Martine DEGRAIN, M. Eric DELAHAYE, Mme Hélène DENIEAULT, M. Thierry DESEYNE, Mme Céline DEVENDER, Mme Karine DORANGE, Mme Dominique DUTARTRE, M. Jean-Maurice DUVAL, M. Jackie FERRE, Mme Elisabeth FROMONT, M. Philippe GALIOTTO, M. Didier GARNIER, M. Patrick GEROUDET, M. Christian GIGON, Mme Christine GOIMBAULT, M. Jean-Pierre GORGES, M. Fabrice GOUIN, M. Daniel GUERET, Mme Emilie GUILLEMIN, M. Hervé HARDOUIN, Mme Evelyne LAGOUTTE, M. Jean-Guy LAMBERT, M. Jean LAMOTHE, M. Stéphane LANTZ, M. Serge LE BALC'H, M. Hervé LE NOUVEL, M. David LEBON, M. Marc LECOEUR, M. Emmanuel LECOMTE, Mme Maryse LEGRAND, M. Jean-François LELARGE, Mme Martine LEMAIRE, M. Christophe LETHUILLIER, Mme Annick LHERMITTE, M. Laurent LHUILLERY, M. Alain MALET, M. Rémi MARTIAL, M. Franck MASSELUS, M. Bertrand MASSOT, Mme Isabelle MESNARD, Mme Sophie MILON-AUGUSTE, M. Eric MOULIN, M. Christian PAUL-LOUBIERE, M. Jérôme PAVARD, M. Gilles PEAN, M. Fabrice PELLETIER, Mme Catherine PEREZ, Mme Mylène PICHARD, M. Rodolphe PICHARD, M. Jean-François PICHERY, M. Alain PIERRAT, M. Gilles PINEAU, M. Pierre-Marie POPOT, M. Michel PREVEAUX, M. Jean-Jacques RAUX, M. Thierry ROY, Mme Annie SAMZUN, M. Bernard SERVIN, M. Denis-Marc SIROT-FOREAU, M. Dominique SOULET, M. Mickaël TACHAT, M. Michel TEILLEUX, M. Claude THEIL, M. Michel THOMAS, M. Willy TICOT, Mme Sandrine TOROK, M. Max VAN DER STICHELE.

*"Cette décision peut
faire l'objet d'un
recours devant le
Tribunal Administratif
d'Orléans dans un
délai de 2 mois à
compter de sa
notification ou de sa
publication, en
application de
l'article R 421-1 du
Code de Justice
Administrative."*

Etaient représentés : M. Vincent BOUTELEUX par pouvoir à M. Bertrand MASSOT, Mme Annick MARCETTEAU par pouvoir à Mme Elisabeth FROMONT, M. Jean-Jacques CHATEL par pouvoir à Mme Maryse LEGRAND, Mme Karine HEBERT par pouvoir à M. Rémi MARTIAL, M. Dominique BLOIS par pouvoir à M. Didier GARNIER, M. Patrick LEFRANCOIS par pouvoir à M. Michel THOMAS, Mme Maria CHEDEVILLE par pouvoir à Mme Isabelle MESNARD, Mme Sandra RENDA par pouvoir à M. Thierry ROY, M. Philippe BAETEMAN par pouvoir à M. Franck MASSELUS, Mme Martine CABAILH-CIRET par pouvoir à M. Emmanuel LECOMTE, M. Gérard LEON par pouvoir à M. Jean LAMOTHE, M. Dominique PETILLON par pouvoir à M. Christophe LETHUILLIER, Mme Isabelle VINCENT par pouvoir à M. Laurent LHUILLERY, Mme Jacqueline ELAMBERT par pouvoir à M. Alain MALET, M. Pascal LECLAIR par pouvoir à Mme Christine GOIMBAULT, M. Jean-Claude BRETON par pouvoir à M. Jean-François LELARGE.

Mme Sophie BOCK représenté par M. Florent LEFEBVRE, Mme Brigitte FRANCHET représenté par M. Michel GUERIN, M. Jean-François MORIZEAU représenté par M. Philippe TRANCHANT.

Etaient excusés : Mme Françoise FERRONNIERE, M. Benjamin ROBERT.

Etaient absents : M. William BELHOMME, M. Noël BILLARD, Mme Monique BOUDET, M. Thibaut BRIERE-SAUNIER, M. Claude GALLET, M. Jean-Pierre PICHARD.

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

Mme Hélène DENIEAULT, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné e pour remplir cette fonction qu' elle a accepté.
Bernard ORTS, Directeur Général des Services, qui assistait à la séance, lui a été adjoint à titre d'auxiliaire.

Du registre des délibérations du Conseil de Chartres Métropole a été extrait ce qui suit :

Mme LHERMITTE expose,

La loi NOTRE a confié aux Régions la responsabilité de la planification en matière de prévention et gestion des déchets. La Région Centre-Val de Loire s'est officiellement engagée dans l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) par délibération en date du 21 octobre 2016.

Après plus d'un an de travaux réalisés au travers de groupes de travail, d'ateliers territoriaux et d'un panel citoyen, la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) a émis un avis favorable sur le projet de PRPGD, et le projet de rapport environnemental, le 18 mai 2018.

Désormais, le projet de plan et le rapport environnemental sont soumis pour avis aux différentes instances, dont les autorités organisatrices en matière de collecte et traitement des déchets.

Chartres métropole, compétente en la matière, est donc amenée à émettre un avis sur ces documents de planification.

Les orientations du projet PRPGD, liés à la prévention, la réduction à la source, le mode de collecte et valorisation des déchets sont conformes aux réflexions et propositions des acteurs.

Toutefois le plan préconise, pour le traitement des déchets non dangereux (ordure ménagères OM, déchets d'activité économique et du BTP), de privilégier les échanges entre les 6 départements de la Région et par exception les départements limitrophes du lieu d'implantation des unités de traitement.

Cette définition résulte du constat fait, lors du diagnostic, d'une surcapacité de traitement sur la Région Centre val de Loire, mettant sur le même plan les centres d'enfouissement, les unités de traitement avec et sans valorisation. Elle est de nature à remettre en cause la pérennité des deux unités de valorisation énergétique (UVE) implantées sur le territoire de l'Eure et Loir.

En outre cette définition méconnaît la réalité institutionnelle qui oblige le SITREVA, propriétaire de l'une d'elles, à traiter les déchets de l'ensemble de son territoire et non par exception, dès lors que la capacité de son UVE le permet, alors même que celui-ci se situe majoritairement sur des départements de la Région Ile de France.

Elle est également contraire à l'esprit du principe de proximité prévu par la loi, qui privilégie le traitement des déchets pour lesquels le transport serait le plus court possible. En l'état actuel du projet de plan, les unités d'Eure et Loir pourraient être amenées à privilégier les apports en provenance du Sud de la Région (100 à 200km) au détriment de déchets issus de la Région Ile de France plus proches (80km au plus).

Le principe de proximité ne peut s'apprécier sur la base de limites administratives, sans prise en compte d'échelles territoriales cohérentes au regard des situations existantes, des gisements de déchets à traiter, des débouchés existants et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés.

Les unités du SITREVA et de Chartres métropole représentent une capacité globale de 245 000t annuelles, dont 160 000t apportées par les collectivités. Le complément permet aux acteurs économiques, situés à proximité, de disposer d'un exutoire pour leurs déchets. Or c'est en fonctionnant à leur capacité nominale que ces usines garantissent leur performance énergétique ainsi que l'équilibre économique du système.

La sujétion imposée par le projet de PRPGD fait peser un risque sur la pérennité de ces deux équipements alors que par ailleurs leur rôle est indispensable aux plans environnemental et économique.

Avis favorable de la commission Services Publics Environnementaux réunie le 19 septembre 2018

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré, à la majorité par 101 voix pour , 1 voix contre , 4 abstentions

EMET un avis réservé sur le rapport environnemental et le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets soumis par le Région Centre-Val de Loire.

PRECISE que la réserve porte sur la définition apportée au principe de proximité pour les apports des unités de valorisation énergétique(UVE), implantées en Eure et Loir, qui méconnaît la réalité institutionnelle et la cohérence des situations existantes, et fait peser un risque sur leur pérennité.

RAPPELLE que ces UVE jouent un rôle indispensable aux plans environnemental et économique pour leur territoire et la Région Centre Val de Loire.

SOLLICITE par conséquent de la Région Centre-Val de Loire la modification des dispositions du chapitre H3 *installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer* relatives au principe de proximité applicables aux unités d'incinération afin qu'elles soient assouplies et autorisent, de manière complémentaire, l'importation et le traitement de déchets en provenance de la Région Ile-de-France.

Date d'envoi en préfecture : 28/09/2018
Date de retour préfecture : 28/09/2018
Identifiant de télétransmission : 028-200033181-20180927-lmc120717-DE-1-1

Pour expédition certifiée conforme,
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services,

Bernard ORTS



Annexe : Dispositions du plan faisant l'objet d'une réserve de la part de Chartres métropole

Chapitre H3 : *installations qu'il apparaît nécessaire de créer, d'adapter ou de fermer (p279)*

Le Plan souhaite pour les déchets non dangereux (Ordures ménagères/ déchets d'activités économiques/ déchets du BTP) :

- ***prioriser l'acceptation des déchets produits en région dans les installations régionales de traitement, tout en respectant le principe de proximité et en limitant le transport en distance. Les flux de déchets sont donc autorisés au sein du territoire régional entre les 6 départements de la région Centre-Val de Loire. La région parisienne qui recherche des capacités d'incinération pour ses déchets ménagers est donc exclue de ce schéma.***
- ***autoriser l'import de déchets dans les installations régionales de traitement, pour les déchets en provenance des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation de traitement concernée, dans la limite des capacités existantes.***
- ***conformément à la hiérarchie des modes de traitement, favoriser la valorisation énergétique des déchets résiduels par rapport à l'incinération sans valorisation ou le stockage, tout en respectant le principe de proximité et en veillant à limiter le transport des déchets.***